

Israël : toujours en crise politique



Bien qu'il soit resté en seconde position aux récentes élections législatives d'Israël, le leader du parti Bleu et Blanc, le général à la retraite Benny Gantz, a été chargé par le président Reuven Rivlin de former un nouveau gouvernement et de mettre fin à une crise politique qui dure depuis presque un an.

Rappelons que le gagnant de ces élections a été l'actuel premier ministre en fonction, Benjamin Netanyahu, avec 36 sièges dans un parlement qui en compte 120.

Malgré ces résultats et les alliances avec d'autres partis de droite et d'extrême-droite, le chef du gouvernement par intérim n'a pas eu la majorité absolue de 61 députés.

Pour comble de malheur, lorsqu'il a fait une consultation avec les élus, 61 d'entre eux lui ont recommandé de demander à Gantz de former le gouvernement et 58 se sont prononcés pour Netanyahu.

Il s'agit d'un coup dur pour le leader sioniste qui entendait prendre le pouvoir une fois de plus et éluder ainsi une accusation pour détournement de fonds, pour corruption et pour abus de confiance.

De fait, la première audience du procès était prévue pour mardi dernier, mais à cause de l'urgence décrétée pour la pandémie de coronavirus, les tribunaux ont paralysé leur travail et ils ont ajourné l'affaire au 24 mai.

Netanyahu est le premier chef de gouvernement de l'état d'Israël à faire l'objet d'une accusation de ce type dans l'exercice de ses fonctions, ce qui aurait dû provoquer sa démission pour une question d'éthique élémentaire, mais il a décidé de se cramponner à son poste pour profiter de l'immunité que lui

accordent les lois.

Il reste maintenant à savoir si Gantz est à même de construire une coalition lui permettant de gouverner.

Le principal argument en sa faveur est la crise sanitaire provoquée par le Covid-19 et le besoin d'avoir un exécutif fort, capable d'adopter un programme efficace pour faire face à la pandémie.

Il y a jusqu'à présent en Israël 255 cas positifs et des milliers de personnes sont confinées soupçonnées d'être porteuses du virus, mais les spécialistes mettent l'accent sur le fait que le nombre de cas peut monter en flèche à n'importe quel moment.

Au sujet de la pandémie, les dirigeants palestiniens ont accusé Tel Aviv de prendre prétexte de l'état d'urgence pour usurper plus de terres dans les zones occupées de la Cisjordanie.

Il y a eu aussi une dénonciation selon laquelle Israël a envoyé un médecin testé positif au coronavirus, soigner les Palestiniens enfermés dans les prisons sionistes. Si cette version est confirmée, nous nous retrouverions face à un cas condamnable de propagation intentionnée du COVID-19 parmi un groupe de personnes sans défense.

Pour en revenir au sujet qui nous occupe, selon les lois, le chef du parti Bleu et Blanc a 28 jours pour atteindre son objectif et fermer ainsi une étape noire dans la politique israélienne, qui a commencé en avril 2019 et qui reste ouverte après trois élections.

Au cas où il n'atteindrait pas son objectif, Netanyahu, aura peut être son opportunité ou, dans le pire des cas, il faudra convoquer de nouvelles élections dans une société qui est lasse d'un modèle qui ne fonctionne plus.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/217202-israel-toujours-en-crise-politique>



Radio Habana Cuba